
NOTE D'INFORMATION – 9 mars 2007

La négociation court... à Londres plus qu'à Genève ?

Londres semble devenue un haut lieu de la négociation commerciale bilatérale. Pour la seconde fois dans les quinze derniers jours, les Etats-Unis et l'Union européenne, ainsi que l'Inde et le Brésil, se sont retrouvés dans la capitale britannique pour discuter et tenter de dégager la base d'un accord pour relancer concrètement la négociation. Les 5 et 6 mars, les représentants des quatre grandes puissances se sont retrouvés à Genève pour prolonger leurs discussions avec le DG Pascal Lamy.

Officiellement, on attend toujours un compromis de base

Pour l'instant, on ne peut pas vraiment dire que les choses avancent. Officiellement, le compromis à trouver repose toujours sur les mêmes termes : les Etats-Unis doivent faire des coupes supplémentaires dans leurs subventions agricoles tandis que les Européens doivent aller plus loin dans la réduction de leurs tarifs douaniers agricoles. En retour, les pays développés doivent ouvrir leurs marchés des services et des biens non agricoles. Dans la mesure où les essais d'élaboration d'une formule de réduction des droits de douane ont été voués à l'échec jusqu'à présent, les partenaires de la négociation pourraient adopter une approche différente, basée sur la revendication en termes de possibilités d'exportation. On pourrait même craindre un retour officieux et en douceur de l'ancien système fondé sur les *requests and offers*, soit une négociation par produit qui serait préjudiciable aux pays en développement n'ayant pas grand-chose à offrir.

Les Européens vont-ils aller au clash ?

Le Président français, Jacques Chirac, a profité de son passage médiatisé au Salon annuel de l'Agriculture de Paris samedi 3 mars pour rappeler à l'ordre le Commissaire Mandelson. Il lui reproche notamment de faire des offres de l'ordre de 51% (voire au-delà) de baisse moyenne des tarifs douaniers, alors que Paris refuse de dépasser la barre des 39% au prétexte que les Américains ne font pas assez de concessions dans les subventions. Ces positions semblent contradictoires avec les récentes déclarations du Président français sur le coton faites à l'occasion du dernier sommet franco-africain.

On voit là un exemple caractéristique de la difficulté de réconcilier politique agricole et politique de développement dans les pays développés, d'autant plus dans un contexte électoral où il est plus utile et pragmatique de s'assurer les bonnes grâces des agriculteurs-électeurs plutôt que la sympathie internationale pour des engagements en faveur du développement. La chancelière allemande Angela Merkel, extrêmement impliquée en faveur d'avancées concrètes et d'une conclusion du Cycle de Doha en 2007, et soutenue par Tony Blair le week-end dernier, est-elle prête néanmoins à mettre en minorité la France sur l'épineux dossier agricole ? Par ailleurs, la France, malgré ses dires, n'a peut-être pas les moyens de s'opposer à un accord à l'OMC alors qu'aucun des candidats à la présidentielle n'a encore exposé une position claire sur la question.

Les Américains font des ronds dans l'eau...

Susan Schwab a rencontré lundi 5 mars à l'OMC le Groupe Africain. Ce dernier lui a fait part de ses craintes et de ses attentes. Pour ce qui est du coton, la Représentante américaine pour le Commerce n'a pas accepté la critique selon laquelle rien ne se passait dans le cas du coton depuis 2003 aux Etats-Unis. Elle a évoqué la suppression du programme Step 2 de soutien à l'exportation qui, soit dit en passant, relève d'une décision légale de l'ORD et n'améliore pas réellement la situation des pays africains producteurs de coton toujours dans l'attente d'une baisse des subventions ayant un effet de distorsion sur les échanges. Elle aurait par ailleurs informé le Groupe Africain que les Etats-Unis refusaient de discuter de la question commerciale à l'occasion de la Conférence sur le coton organisée à l'OMC les 15 et 16 mars prochains, au prétexte que ce serait contraire au principe de l'engagement unique et préjudiciable à la négociation en cours. Pour mémoire, on peut rappeler que le mandat issu du Cadre de Juillet 2004 et réaffirmé à Hong Kong attribue au coton un traitement « ambitieux, rapide et spécifique ». Susan Schwab a par ailleurs assuré que, malgré son absence, les Etats-Unis seraient représentés à un haut niveau à cette conférence, sans préciser si ce serait à la fois pour le Commerce et pour le Développement.

Sur un plan interne aux Etats-Unis, le secrétaire au Trésor semble faire de l'ombre à Susan Schwab. En effet, Mr. Paulson plaide en faveur de l'accroissement du commerce mondial - « essentiel pour notre croissance » - et pour la conclusion de Doha. Il estime qu'un simple petit progrès dans la négociation pourrait inciter le Congrès à renouveler le TPA pour l'administration Bush et faciliter ainsi la conclusion d'un accord. Ils sont pour l'instant présentés l'un et l'autre comme complémentaires mais cet état de choses pourrait ne pas durer.

Conclusion

Il semble évident que toutes ces discussions entre les grands vont aboutir à un accord entre les Etats-Unis et l'Union européenne d'une part, ces deux là et l'Inde et le Brésil de l'autre. Il est probable que la « percée » attendue par la presse n'aura pas lieu mais on devrait plutôt assister à un « atterrissage » en douceur. Les Présidents de groupe vont probablement multiplier les discussions et soumettront un texte reflétant un compromis entre les positions des Grands et les ajouts de tous les autres. Cette approche permettra sans doute d'éviter que les 146 autres membres de l'OMC n'aient le sentiment d'être confrontés à un ultimatum du G4. A partir de là, les négociations devraient s'intensifier.

Pour les pays africains producteurs de coton, ceci signifie trois choses :

- il sera important de s'assurer que le coton figure dans les textes du Président du Comité des négociations agricoles, non pas comme une question à résoudre mais comme une solution proposée, en accord avec le mandat de l'accord-cadre de Juillet 2004 et la Déclaration de Hong Kong ;
- les pays en développement devront s'assurer que l'approche par les modalités soit maintenue et que l'on ne tombe pas dans une démarche purement mercantiliste ;
- venant trop tôt par rapport à des propositions concrètes dans les négociations, la Conférence sur le coton des 15 et 16 mars n'apportera probablement rien ou très peu sur le volet commercial du problème du coton.

IDEAS Centre offre des services de conseils de politique générale aux gouvernements des pays en développement et en transition dans les domaines du commerce international, du développement et de la gouvernance économique. En liaison avec l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), IDEAS Centre aide les pays à faibles revenus à défendre leurs intérêts commerciaux et ainsi à mettre à profit leur appartenance à l'OMC d'une manière favorable à leur développement.

Nos précédentes notes d'information sont accessibles sur notre site: www.ideascentre.ch.

IDEAS Centre, 10, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse

T +41 22 807 17 40, F +41 22 807 17 41